

AVIS DE CONSULTATION

N°.../DC/MINTOUL/CIPM/2025 DU ... 12.0 JUIN 2025

POUR L'ACQUISITION ET L'INSTALLATION D'UN ONDULEUR POUR
L'ASCENSEUR DU BÂTIMENT ABRITANT LES SERVICES CENTRAUX DU
MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

1- Objet

Le Ministre d'Etat, Ministre du Tourisme et des Loisirs lance, pour le compte de son département ministériel, une Demande de Cotation (DC) pour l'acquisition et l'installation d'un onduleur pour l'ascenseur du bâtiment abritant ses services centraux sur financement du Budget d'Investissement Public, Exercice 2025.

2- Consistance des prestations

Les prestations, objet de la présente Demande de Cotation, consistent en l'acquisition et l'installation d'un onduleur pour l'ascenseur du Ministère du Tourisme et des Loisirs à Yaoundé ayant les caractéristiques majeures suivantes :

- Puissance nominale : 30 Kva/400v-50Hz au minimum ;
- Autonomie à pleine charge : 20 minutes au minimum ;
- Autonomie à 30% de charge : 60 minutes au minimum ;
- Batteries : Plomb au lithim de 200 Ah au minimum.

3- Participation et origine

La participation à la présente consultation est ouverte à toutes les entreprises de droit camerounais installées au Cameroun et justifiant des capacités techniques et financières leur permettant de réaliser les prestations, objet de la présente Demande de Cotation.

4- Financement

Les prestations, objet de la présente Demande de Cotation, sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère du Tourisme et des Loisirs de l'exercice 2025, Imputation 59 23 151 04 340010 524119.

5- Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est la soumission en ligne.

6- Consultation du dossier de la Demande de Cotation

Le dossier de la Demande de Cotation (DDC) peut être consulté gratuitement à la Direction des Affaires Générales/Sous-direction du Budget, Matériel et Maintenance/Service des Marchés Publics du Ministère du Tourisme et des Loisirs sise à l'Immeuble Rose, porte 210, 2ème étage, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou sur le site internet de l'ARMP (www.arpmp.cm).

7- Acquisition du dossier de la Demande de Cotation

La version physique du dossier peut être obtenue à la Direction des Affaires Générales/Sous-direction du Budget, Matériel et Maintenance/Service des Marchés Publics du Ministère du Tourisme et des Loisirs sise à l'Immeuble Rose, porte 210, 2ème étage, dès publication du présent avis, sur présentation de l'original d'une quittance de vingt mille (20 000) francs CFA non remboursable, payable uniquement au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du dossier de Demande de Cotation.

8- Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération est de FCFA Toutes Taxes Comprises (TTC) quinze millions (15 000 000).

9- Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, timbré et acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 10 du DDC dont le montant s'élève à deux cent cinquante mille (250 000) Francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. Cette caution doit être timbrée et accompagnée du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC). L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, timbrée et assortie du récépissé délivré par la CDEC entraînera le rejet pur et simple de l'offre. De plus, une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10- Remise des Cotations

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais.

a) Mode de soumission en ligne

L'offre est établie en français ou en anglais.

Les offres devront être transmises par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 22 JUIN 2025 à 11 heures.

Dans le même délai que ci-dessus, une copie de sauvegarde des offres enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », ainsi que la version physique de la caution de soumission accompagnée du récépissé délivré par la CDEC. Le pli devra être déposé sur décharge et portera la mention :

DEMANDE DE COTATION N°...../DC/MINTOUL/CIPM/2025 DU 20 JUIN 2025
Pour l'acquisition et l'installation d'un onduleur pour l'ascenseur du bâtiment abritant les services
centraux du Ministère du Tourisme et des Loisirs
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

b) Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme COLEPS et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

11- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps et aura lieu le 27 JUIN 2025 à 12 heures, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés dans la salle de conférences annexe, porte 119, 1^{er} étage du Ministère du Tourisme et des Loisirs à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation. En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

12- Recevabilité des Cotations

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être regroupées dans des volumes séparés dont chacun contient des pièces séparées par des intercalaires en couleur.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis non-conformes au mode de soumission en ligne ;
- les plis sans indication de l'identité de la DC.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission non timbrée, non accompagnée du récépissé de la CDEC ou n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13- Critères d'évaluations

13.1-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- a) de la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission ;
- b) de l'absence de la version physique du cautionnement de soumission, timbrée et accompagnée du récépissé de la CDEC, à l'ouverture des plis ;
- c) des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
- d) Absence des prospectus et/ou fiches techniques émanant du fabricant en couleur ;
- e) du non-respect d'au moins 5/6 des critères essentiels ;
- f) Non-conformité aux spécifications techniques des fournitures (Avoir une évaluation négative (NON) pour un ou plusieurs équipements) ;
- g) de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;
- h) de l'absence de la copie de sauvegarde de l'offre ;
- i) du non-respect du format de fichier des offres en cas de soumission en ligne ;
- j) de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
- k) de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- l) de l'absence des preuves d'acceptation des conditions du marché ;
- m) de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- n) de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

13.2-Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- la capacité financière ;
- Planning et délai de livraison ;
- Service après-vente ;

- Personnel technique.

14- Délai de livraison

Le délai maximum de livraison est de un (01) mois. Ce délai prend effet à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer la prestation.

15- Attribution du Marché

L'Autorité Contractante attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins disante et remplissant les capacités techniques et administratives requises résultant des critères dits essentiels et ceux éliminatoires et jugée conforme pour l'essentiel à la Demande de Cotation. Ledit soumissionnaire ne doit pas faire l'objet d'une suspension de la commande publique.

16- Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs Cotations pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des Cotations.

17- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus à la Direction des Affaires Générales/Sous-direction du Budget, Matériel et Maintenance/Service des Marchés Publics du Ministère du Tourisme et des Loisirs sise à l'Immeuble Rose, porte 210, 2ème étage, Tél : 222 22 67 68 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

18- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

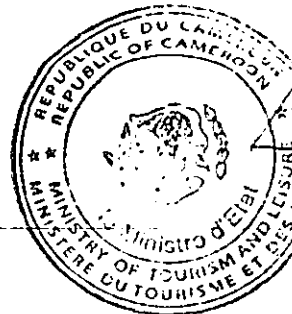
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) par SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, et la Cellule de Lutte Contre la Corruption du MO/MD au numéro 222 22 67 68.

Yaoundé, le 12 0 JUIN 2025

L'AUTORITE CONTRACTANTE

Ampliation:

- MINMAP ;
- ARMP ;
- SOPECAM ;
- Président CIPM/MINTOUL ;
- Affichage/Chronos.



Bello B. Maigari

REQUEST FOR QUOTATION

N° 004 /RQ/MINTOUL/CIPM/2025 OF 12.01.2025.

FOR THE ACQUISITION AND INSTALLATION OF AN INVERTER FOR THE ELEVATOR OF THE CENTRAL SERVICES BUILDING OF THE MINISTRY OF TOURISM AND LEISURE

1- Object :

The Minister of State, Minister of Tourism and Leisure, launches on behalf of his ministry, a request for quotation for the acquisition and installation of an inverter for the elevator of the central services building of the Ministry of Tourism and Leisure, financed by the 2025 Public Investment Budget.

2- Consistency of the services

The services, which are the subject of this quotation request, consist of the supply and installation of an inverter for the elevator of the Ministry of Tourism and Leisure in Yaounde, with the following key specifications:

- Nominal power: 30 kVA/400V-50Hz minimum;
- Battery life at full load: 20 minutes minimum;
- Battery life at 30% load: 60 minutes minimum;
- Batteries: Lead-acid lithium batteries with a minimum capacity of 200 Ah.

3- Participation and origin

Participation in this consultation is open to all companies or groups of companies, under Cameroon law, that are competent in the field and proving that they have the technical and financial capacity to deliver the supplies which are the subject of this quotation request.

4- Funding

The services, which are the subject of this quotation request, are financed by the 2025 Investment Budget of the Ministry of Tourism and Leisure, budget heading 58 23 151 06 320010 524211.

5- Submission method

The submission method retained for this Request for Quotation is online.

6- Consultation of the Request for Quotation File

The hard copy of the file may be consulted free of charge during working hours in the department of General Affairs/Sub-Department of Budget, Equipment and Maintenance/Public contracts service of the Ministry of Tourism and Leisure located in Immeuble Rose, room 210, 2nd floor, as soon as this notice is published.

It may equally be consulted online on the C&EPS platform to the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or on the ARMP website (www.armac.cm).

7- Acquisition of the Request for Quotation file

The hard copy of the file may be obtained at the department of General Affairs/Sub-Department of Budget, Equipment and Maintenance/Service of Public Contracts of the Ministry of Tourism and Leisure located in Immeuble Rose, room 210, 2nd floor as soon as this notice is published against payment of a non-refundable sum of FCFA twenty thousand (20, 000) for the purchase of the Tender File fees which is payable to the Public Treasury only.

It is equally possible to freely download the soft version of the Request for Quotation File (RQ) on the COLEPS or PRIDESOFT platforms, available at the addresses indicated above for the electronic version. However, the online bidding is subject to the payment of the purchase fees of the Request for Quotation File (RQF).

8- Estimated cost

The estimated cost of the operation is CFAF 15,000,000 (fifteen million), inclusive of all taxes.

9- Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a stamped and hand-endorsed bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 10 of the Request for Quotation File (RQF), of an amount of FCFA two hundred and fifty thousand (250, 000) and valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be inadmissible.

10- Submission of Quotations

Each quotation shall be drafted in English or French.

a) Online submission method

Bid shall be drawn up in French or English.

The tender would have to be sent by the bidder on the COLEPS platform no later than 22 JUL 2025 at 11.00 a. m.

Within the same delay as above, a backup copy of the offer recorded on a USB key or CD/DVD would have to be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", as well as the physical version of the bid bond accompanied by the receipt issued by the CDEC. The envelope must be filed on receipt and should be labelled:

REQUEST FOR QUOTATION N°/RQ/MINTOUL/CIPM/2025 OF 20 JUL 2025
FOR THE ACQUISITION AND INSTALLATION OF AN INVERTER FOR THE ELEVATOR OF THE CENTRAL
SERVICES BUILDING OF THE MINISTRY OF TOURISM AND LEISURE
"To be opened only during the Tender Opening Session"

b) Tender file size and format

The maximum sizes of documents to be uploaded on the platform and which shall constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats shall be as follows:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

The bidder shall use compression software in order to eventually reduce the size of the files to be forwarded.

11- Opening of bids

Bids shall be opened in a single phase on 23 JUL 2025 at 12 am local time in the annex Conference Hall of Immeuble Rose, room 119, 1st floor of the Ministry of Tourism and Leisure, in Yaounde.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a person of their choice duly authorised.

Under pain of being rejected, only originals or true copies certified by the issuing service or competent administrative authorities for the administrative documents required shall be produced in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must not be older than three (3) months or

shall be signed before the date of signature of the Quotation notice. In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48 (forty-eight) hours deadline granted by the Tenders Board, the file shall be rejected.

12- Admissibility of Quotations

The administrative documents, the technical quotation and the financial quotation must be grouped together in a single volume separated by colored dividers.

The Project Owner shall not accept:

- Bids bearing information on the identity of the tenderers;
- Bids submitted after the closing date and time for submission of bids;
- Bids non-compliant with the online bidding mode ;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender.

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the RQF shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. An unstamped bid bond, not accompanied by the CDEC receipt or not relating to consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

13- Evaluation criteria

13.1 Eliminary criteria

The eliminary criteria include:

- a) Failure to submit, beyond the 48 (forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent other than the bid bond;
- b) Absence of the hard copy of the bid bond, stamped and accompanied by the receipt from the CDEC at the opening of bids;
- c) False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- d) Absence of the the manufacture's brochures and/or technical data-sheets in color ;
- e) Non-compliance with at least 5/6 of the essential criteria;
- f) Non-compliance with the technical specifications of the supplies (have a negative rating (NO) for one or more equipment);
- g) Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;
- h) Absence of the backup copy;
- i) Non-compliance with the offer file format in the case of online submission ;
- j) Absence of a quantified unit price in the quotation ;
- k) Absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, DQE) ;
- l) Absence of evidence of acceptance of the market conditions;
- m) Absence of the dated and signed Integrity Charter;
- n) Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.

13.2 Essential criteria

The essential criteria for the qualification of bidders will focus namely on:

- Presentation of bid;
- Bidder's references;
- Financial capacity;
- Delivery schedule and deadline ;
- After-sales service;
- Technical staff.

14- Time and place of delivery

The maximum delivery period is one (01) month. The period for execution of the service is from the date of notification of the Service Order to start work

15- Award

The Contracting Authority will award the Jobbing Order to the bidder who has submitted a bid that complied with the required technical and financial qualification criteria and whose offer will be evaluated as the lowest, including, where applicable, the proposed rebates.

16- Duration of the validity of Quotations

Bidders shall remain committed by their Quotations during 90 days from the deadline set for the submission of Quotations.

17- Additional information

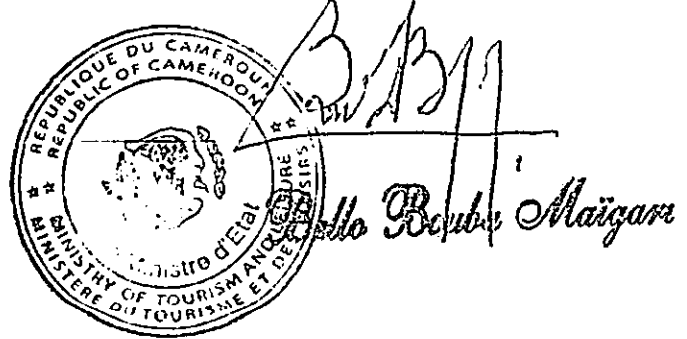
Additional information may be obtained during working hours from the department of General Affairs/Sub-Department of Budget, Equipment and Maintenance of the Ministry of Tourism and Leisure located in Immeuble Rose, room 210, 2nd floor. Tel: 222 17 67 68 or online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

18- Fight against corruption and malpractices

For any denunciation for practices, facts or acts, attempt of corruption or facts of malpractices, please call CONAC at 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) by SMS or call the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, and the Unit for the Fight Against Corruption of the PO/DPO at 222 17 67 68.

Yaounde, 20 JUN 2025

THE CONTRACTING AUTHORITY



Copied:

- MINMAP
- ARMP (for publishing and archive)
- SOPECAM(for publishing)
- President ITB (for information)
- Pasting (for information)/chronos